



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 20 du 5 juillet 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 5 juillet 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	712
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	712
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	712
Arrêté du 18 juin 2013 portant modification des statuts du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot ».....	712
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	712
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	712
Arrêté du 26 juin 2013 du modifiant les statuts de la Communauté de Communes de la Mortagne.....	712
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	713
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	713
Bureau de la citoyenneté.....	713
Arrêté du 19 juin 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à COSNES-ET-ROMAIN (54400).....	713
Arrêté du 19 juin 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à BLAINVILLE-SUR-L'EAU (54360).....	713
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	714
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	714
Arrêté du 19 juin 2013 autorisant l'adhésion du syndicat intercommunal de l'environnement de BLAINVILLE-DAMELEVIERES et le retrait des communes d'ARNAVILLE, BERNECOURT, BLAINVILLE-SUR-L'EAU, DAMELEVIERES, MONT-SUR-MEURTHE et REHAINVILLER, du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54).....	714
Arrêté du 28 juin 2013 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement de la vallée amont (SIAVA) du Madon, fixant les conditions de liquidation et nommant un liquidateur.....	715
Bureau des procédures environnementales.....	715
Arrêté 54-2013-00061 du 27 juin 2013 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté de Communes du Grand Couronné soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières pour dérogation « nickel ».....	715
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	717
Bureau de l'interministérialité.....	717
Convention d'utilisation n° 54-2011-0080 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	717
Convention d'utilisation n° 54-2011-0083 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	717
Convention d'utilisation n° 54-2013-108 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense.....	717
Convention d'utilisation n° 54-2013-110 entre l'administration chargée du domaine et la Direction Inter-régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est.....	718
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	718
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	718
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	718
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54/57-052 en date du 21 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de la RN52, sens Longwy-Metz, entre les PR 3+000 et 0+000.....	718
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	720
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	720
Etablissements médico-sociaux.....	720
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0573 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de BRIEY-PIENNES - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	720
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0574 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) « André Lanciot » de HEILLECOURT-LUDRES - 54182 HEILLECOURT Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	721
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0575 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de LIVERDUN/PONT-À-MOUSSON - 54715 LUDRES CEDEX géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	722
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0576 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT - 54302 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	723
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0577 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de VILLERS-LA-MONTAGNE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	724
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0578 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) d'ALLAMPS - 54112 ALLAMPS géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	724
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0579 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) "La Ferme de la Faisanderie" - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à BAINVILLE-SUR-MADON dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	725
Extrait de la décision modificative ARS-DT 54 n° 2013-0580 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut-des-Vannes" - 54460 LIVERDUN géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	726
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0581 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	727
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0582 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » - 54320 MAXEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	728
Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0583 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de ROSIÈRES-AUX-SALINES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat.....	729
Etablissements de santé.....	729
Arrêté n° 2013-590 en date du 17 juin 2013 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine.....	729
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0593 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	730
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0594 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	731
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0595 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	732
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0596 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	733
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0597 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	734
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0598 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	734
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0599 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	735

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0600 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	736
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0601 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	737
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0602 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	738
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0603 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	739
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0604 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013.....	739
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	740
Service produits de santé et biologie.....	740
Arrêté ARS n° 2013-0583 du 13 juin 2013 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de LUNEVILLE - PONT-A-MOUSSON - TOUL, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de NANCY et du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.....	740
Arrêté ARS n° 2013-0589 du 14 juin 2013 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Lunéville (54300).....	741
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	742
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	742
Récépissé de déclaration du 31 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751343583 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association intermédiaire INES Interm'Services à LUNEVILLE (54300).....	742
Décision du 31 mai 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne - Association intermédiaire INES Interm'Services à LUNEVILLE (54300).....	742
Récépissé de déclaration du 31 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792207532 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association locale ADMR des 3 vallées à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530).....	743
Arrêté SAP/792207532 du 31 mai 2013 portant agrément d'un organisme de services à la personne - Association locale ADMR des 3 vallées à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530).....	744
Arrêté SAP/504127093 du 31 mai 2013 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne - SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services) à ESSEY-LES-NANCY (54270).....	744
Récépissé de déclaration du 3 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792563991 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association COOP SAPLOR à MAXEVILLE (54320).....	745
Récépissé de déclaration du 12 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/504127093 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services) à ESSEY-LES-NANCY (54270).....	746
Décision d'agrément (renouvellement) du 14 juin 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCIC PAYSAN BIO LORRAIN à LAXOU (54520).....	746
Récépissé de déclaration du 17 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499986271 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Blue teacher (Zen Micro) à SAULXURES-LES-NANCY (54420).....	747
Récépissé de déclaration du 17 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/484676622 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle VIEIRA Christophe (Atouts Réussir) à VANDŒUVRE-LES-NANCY (54500).....	747
Récépissé de déclaration du 18 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/793284126 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle BANZET Aurélien, auto-entrepreneur, à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410).....	748
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 juin 2013 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association AMITIES TSIGANES à NANCY (54000).....	748
POLE C - SERVICE METROLOGIE.....	749
Décision n° 13.16.400.001.1 du 26 juin 2013 portant renouvellement de la décision n° 09.16.482.001.1 du 1er mai 2009.....	749
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	749
Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts - Situation au 1er juillet 2013.....	749
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	750
SECRETARIAT GENERAL.....	750
Arrêté N° 2013/DDT/SG/010 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	750
Arrêté n° 2013/DDT/SG/012 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	751
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	753
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 285 du 27 juin 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLAMONT - BRAINVILLE et VILLERS-SOUS-PAREID - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3416 bis.....	753
TRANSPORTS - SECURITE.....	754
Unité bruit, publicité, qualité de l'air.....	754
Arrêté n° 2013/DDT/TS/020 du 24 juin 2013 portant délimitation des secteurs éligibles aux subventions accordées par l'État concernant l'isolation acoustique des points noirs du bruit du réseau routier national dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	754
AUTRES SERVICES.....	755
L'AUTRE CANAL.....	755
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 103 du 5 juin 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal	755
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	755
AUTRES SERVICES.....	755
CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL	
DE ROSIERES AUX SALINES (54110).....	755
Avis de concours externe sur titres du 26 juin 2013 en vue du recrutement de trois Maîtres Ouvriers au CAPS Carrefour d'Accompagnement Public Social de 54110 ROSIERES-AUX-SALINES (Meurthe-et-Moselle).....	755

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 18 juin 2013 portant modification des statuts du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1981 portant création du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot » ;
VU la délibération du 15 novembre 2012 du conseil communautaire décidant la modification de l'adresse du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot » ;
VU la notification aux communes membres le 4 février 2013 ;
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- AUBOUÉ (26 février 2013), BRIEY (19 février 2013), HOMECOURT (20 mars 2013), JOEUF (14 février 2013) et MOUTIERS (29 mars 2013) ;
VU l'arrêté préfectoral N° 13.BI.06 du 2 avril 2013 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot », incluant la modification d'adresse.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne-Woigot » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 18 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
chargé de l'intérim du Sous-Préfet de Briey,
Jean-François RAFFY

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE*Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 26 juin 2013 du modifiant les statuts de la Communauté de Communes de la Mortagne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L. 5211-17 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2003 portant création de la communauté de communes de la Mortagne modifié par arrêtés des 1er mars 2005, 16 décembre 2005, 29 juillet 2009 et 7 mai 2013 ;
VU la délibération du 19 mars 2013 du conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne proposant la modification des statuts comme suit : « Action en faveur de la petite enfance (0 à 6 ans non scolarisés) : gestion et animation d'un centre multiaccueil, gestion et animation d'un lieu à destination des assistantes maternelles, des enfants et/ou de leur parents. Soutien aux structures gérant et animant des structures d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans non scolarisés »
VU la lettre de consultation des communes membres du 28 mars 2013 ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :
Essey la Côte en date du 5 avril 2013 ;
Frambois en date du 2 avril 2013 ;
Franconville en date du 8 avril 2013 ;
Gerbeviller en date du 6 avril 2013 ;
Giriviller en date du 9 avril 2013 ;
Haudonville en date du 2 avril 2013 ;
Lamath en date du 11 avril 2013 ;
Magnières en date du 11 avril 2013 ;
Mattexey en date du 15 avril 2013 ;
Moriviller en date du 5 avril 2013 ;
Moyen en date du 29 mars 2013 ;
Remenoville en date du 12 avril 2013 ;
Séranville en date du 28 mars 2013 ;
Vallois en date du 5 avril 2013 ;
Vennezey en date du 10 avril 2013 ;
Xermaménil en date du 8 avril 2013 ;
approuvant la modification des statuts ;
CONSIDÉRANT que la majorité requise par les articles L. 5211-5 et L. 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de la communauté de communes de la Mortagne sont modifiés comme suit « Action en faveur de la petite enfance (0 à 6 ans non scolarisés) : gestion et animation d'un centre multiaccueil, gestion et animation d'un centre multi accueil, gestion et animation d'un lieu à destination des assistantes maternelles, des enfants et/ou de leur parents. Soutien aux structures gérant et animant des structures d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans non scolarisés » ;

Les statuts, modifiés en conséquence, sont annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la Communauté de Communes de la Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**

Bureau de la citoyenneté

Arrêté du 19 juin 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à COSNES-ET-ROMAIN (54400)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2007 habilitant pour une durée de six ans, l'entreprise «PAGNY ALAIN» ;

CONSIDÉRANT la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par M. Alain PAGNY gérant de l'entreprise susvisée qu'il exploite au N° 7, rue du Roussillon à COSNES-ET-ROMAIN (54400) ;

CONSIDÉRANT que le dossier est complet ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant et après mise en bière (par sous-traitance) ;
- l'organisation des obsèques ;
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2006-54-166 ;

Article 3 : La présente habilitation est renouvelée pour six ans ;

Article 4 : En application de l'article R 2223-63 du Code Générale des Collectivités Locales relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain PAGNY et dont copie sera adressée au sous-préfet de BRIEY, au maire de COSNES-ET-ROMAIN et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

Arrêté du 19 juin 2013 portant renouvellement d'une habilitation funéraire à BLAINVILLE-SUR-L'EAU (54360)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-19 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU la loi N° 2008-1350 du 19 décembre 2008, relative à la législation funéraire ;

CONSIDÉRANT la demande d'habilitation formulée par la société OGF sous l'enseigne « POMPES FUNEBRES GENERALES » dont le siège est situé au 31, rue de Cambrai à PARIS (75019) pour la succursale située au N°8, bis rue du Général Leclerc à BLAINVILLE-SUR-L'EAU (54360) représentée par M. Francis MICHEL, responsable de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- L'organisation des obsèques.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-188.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Sous-Préfet de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OGF et à M. Francis MICHEL, responsable de la succursale.

Copie du présent arrêté sera adressée au maire de BLAINVILLE-SUR-L'EAU et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

Arrêté du 19 juin 2013 autorisant l'adhésion du syndicat intercommunal de l'environnement de BLAINVILLE-DAMELEVIÈRES et le retrait des communes d'ARNAVILLE, BERNECOURT, BLAINVILLE-SUR-L'EAU, DAMELEVIÈRES, MONT-SUR-MEURTHE et REHAINVILLER, du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-5, L5211-18, L5211-19, L5211-41-3, L5214-21 et L5214-27 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) ;

VU la délibération du Syndicat intercommunal de l'environnement de Blainville-Damelevières en date du 22 février 2012 demandant son adhésion au SDAA54 ;

VU les délibérations des communes de Blainville-sur-l'Eau (9/03/2012), Damelevières (14/12/2011), Mont-sur-Meurthe (16/12/2011), Rehainviller (7/12/2011), Arnaville (9/03/2012) et Bernécourt (12/05/2012) demandant leur retrait du SDAA54 ;

VU la délibération n° 15-2012 du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome du 25 septembre 2012 par laquelle le conseil syndical accepte ces demandes d'adhésion et de retraits ;

VU la lettre de notification du 27 septembre 2012, demandant aux conseils des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de délibérer ;

VU les délibérations des collectivités membres favorables à ces adhésions et retraits, telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;

VU l'arrêté préfectoral l'arrêté du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt à compter du 1er janvier 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du SDAA54, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'adhésion du syndicat intercommunal de l'environnement de Blainville-Damelevières au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) est autorisée.

Le syndicat intercommunal de l'environnement de Blainville-Damelevières est représenté au comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Le retrait des communes d'Arnaville, Bernécourt, Blainville-sur-l'Eau, Damelevières, Mont-sur-Meurthe et Rehainviller, du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) est autorisé.

Article 3 : La communauté de communes du pays du Saintois se substitue à la communauté de communes du Saintois et aux communes de Bainville-aux-Miroirs, Bouzanville, Diarville, Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gerbécourt-et-Haplemont, Gugney, Houdreville, Housseville, Jevoncourt, Mangonville, Neuville-sur-Moselle, Praye, Quevilloncourt, Roville-devant-Bayon et Xirocourt.

La communauté de communes du pays du Saintois est représentée au comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome (SDAA54) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe 1 du présent arrêté récapitulant les délibérations des collectivités membres est consultable en préfecture à la Direction de l'action locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté du 28 juin 2013 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement de la vallée amont (SIAVA) du Madon, fixant les conditions de liquidation et nommant un liquidateur

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er avril 1992 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont (SIAVA) du Madon ;

VU les délibérations du comité syndical du SIAVA du Madon en date du 28 février 2013 demandant la dissolution du syndicat et fixant les conditions de sa liquidation ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Affracourt en date du 29 mai 2013,
- Bralleville en date du 11 avril 2013,
- Gerbécourt-et-Haplemont en date 4 avril 2013,
- Haroué en date du 5 avril 2013,
- Jevoncourt en date du 12 avril 2013,
- Lemainville en date du 8 avril 2013,
- Ormes-et-Ville en date du 19 avril 2013,
- Vaudeville en date du 21 mars 2013,
- Vaudigny en date du 6 avril 2013,
- Xirocourt en date du 11 avril 2013 ;

CONSIDÉRANT que la totalité des communes membres du syndicat a délibéré favorablement sur la dissolution du syndicat et sur les conditions de sa liquidation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont (SIAVA) du Madon est dissous au 1er juillet 2013.

Article 2 : Est nommé liquidateur M. Gilbert DERLER, domicilié 1 rue de Villers à Vaudeville (54570), qui aura la charge de procéder au règlement des dernières opérations comptables.

Article 3 : La répartition de l'actif, du passif et de la trésorerie du syndicat se fera entre toutes les communes membres selon les données 2012 (nombre d'habitants, potentiel fiscal et longueur de rives) conformément à la délibération du comité syndical du 28 février 2013 après dénouement des dernières opérations de l'exercice.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont (SIAVA) du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales**Arrêté 54-2013-00061 du 27 juin 2013 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la Communauté de Communes du Grand Couronné soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières pour dérogation « nickel »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L214-1 à 11, R214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) et R 211-25 à R211-47 (épandages de boues) ;

VU la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU le dossier de déclaration « loi sur l'eau » relatif au plan d'épandage de boues de la station d'épuration Amezule Basse, déposé le 15 avril 2013 par la Communauté de Commune du Grand Couronné ;

VU le récépissé de déclaration au plan d'épandage de boues de la station d'épuration Amezule Basse délivré le 16 avril 2013 ;

VU la demande de complément du service chargé de la police de l'eau du 21 mai 2013 ;

VU le complément au dossier de déclaration déposé par la communauté de communes du Grand Couronné le 31 mai 2013 ;

VU le rapport de la Direction Départementale des Territoires du 29 mai 2013 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 13 juin 2013 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : OBJET DE LA DEMANDE

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières pour dérogation « nickel » est donné à la communauté de communes du Grand Couronné concernant l'épandage de boues de la station d'épuration de l'Amezule Basse.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité nominale : 6400 équivalents habitants,

Mode de traitement : boue activée,

Tonnage annuel maximum de boues : 133 tonnes de matière sèche par an,

Traitement des boues : déphosphatation et chaulage,

Stockage des boues : plate-forme située sur la station (capacité 12 mois) et plate-forme située hors station (temporaire).

PLAN D'EPANDAGE

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 15 avril 2013 par la communauté de Commune du Grand Couronné.

La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Article 2 : LES PRATIQUES D'EPANDAGE

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Article 3 : LES MODALITES DE SURVEILLANCE

LES BOUES

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	8	4
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	4	2
Composés traces organiques	2	2

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche)
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

LES SOLS

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

LE REGISTRE D'EPANDAGE

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : PROBLEMATIQUE NICKEL

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la Communauté de Communes du Grand Couronné met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Parcelles de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	pH	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
Cha-19a	-	Dommartin-sous-Amance	7.2	52.6	1
Cha-19b	-	Dommartin-sous-Amance	6.1	55.1	1.6
Sab-07	Sab-37, Sab-17, Sab-04	Champenoux, Sornéville, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte	6	65.1	2.9
Sab-05	-	Velaine-sous-Amance	7.9	120	1.1

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert II :

Libellé du point	X	Y
Cha-19a	888226	2421280
Cha-19b	888258	2422044
Sab07	896188	2422616
Sab05	894473	2419133

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieure à 5 mg/kg de MS, le pH ne doit pas être inférieur à 6) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Article 5 : FILIERE ALTERNATIVE

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront évacuées vers un centre de stockage de déchets non dangereux ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Article 6 : CONVENTIONS

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières. Les relations entre la collectivité et l'exploitant qui met à disposition une aire de stockage hors station d'épuration font l'objet d'une convention particulière.

Article 7 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- Par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 8 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Bouxières-aux-Chênes, de Champenoux, de Dommartin-sous-Amance, de Laitre-sous-Amance, de Laneuvelotte, de Sornéville, de Velaine-sous-Amance, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, l'Agence Régionale de santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée à la communauté de commune du Grand Couronné (pétitionnaire) et affiché dans les mairies sus-visées. Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes 1 et 2 au présent arrêté sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau ddes procédures environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Convention d'utilisation n° 54-2011-0080 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense**

Le 25 juin 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2011-0080 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, ci-après dénommé le propriétaire,
et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, Commandant la Base de Défense de NANCY, dont les bureaux sont situés Caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan, CS 53864, 54029 NANCY CEDEX, ci-après dénommé l'utilisateur,
La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins du Ministère de la Défense, l'ensemble immobilier dénommé Caserne Verneau appartenant à l'État, immatriculé au fichier des armées sous le n°540395003Fet dans l'application CHORUS sous le n°156812 sis à NANCY, 80 rue du Sergent Blandan, cadastré section BS n°179p pour 3ha 92a 50ca.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2011-0083 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 25 juin 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2011-0083 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, ci-après dénommé le propriétaire,
et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, Commandant la Base de Défense de NANCY, dont les bureaux sont situés Caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan, CS 53864, 54029 NANCY CEDEX, ci-après dénommé l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins du Ministère de la Défense, l'ensemble immobilier dénommé Quartier Treuille de Beaulieu Diettmann appartenant à l'État, immatriculé au fichier des armées sous le n°540329003T et dans l'application CHORUS sous le n°159311, sis 60 avenue Voltaire à LUNEVILLE, d'une superficie totale de 107 720 m2, cadastré section AV parcelles n°0001, 0048, 0066 et 0069.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2013-108 entre l'administration chargée du domaine et le Ministère de la Défense

Le 25 juin 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2013-108 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, ci-après dénommé le propriétaire,
et

LE MINISTERE DE LA DEFENSE, représenté par Monsieur le colonel Thierry RAYMOND, Commandant la Base de Défense de NANCY, dont les bureaux sont situés Caserne Verneau, 80 rue du Sergent Blandan, CS 53864, 54029 NANCY CEDEX, ci-après dénommé l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins du Ministère de la Défense, l'ensemble immobilier dénommé Quartier Drouot appartenant à l'État, immatriculé au fichier des armées sous le n°540395011N et dans l'application CHORUS sous le n°157429 sis 12 rue du 8e RA à VANDOEUVRE LES NANCY, d'une superficie totale de 63 486 m2, cadastré section AK parcelles n°0166, 0181, 0370 et 0372.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2013-110 entre l'administration chargée du domaine et la Direction Inter-régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est

Le 28 juin 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2013-110 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle, dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, ci-après dénommé le propriétaire,
et

Monsieur le Directeur Inter-régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est dont les bureaux sont situés à la Direction Inter-régionale Grand Est, Protection Judiciaire de la Jeunesse, 109 boulevard d'Haussonville à NANCY, ci-après dénommé l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur, pour les besoins des services éducatifs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, l'ensemble immobilier éducatif appartenant à l'État sis à NANCY 34 rue Émile Coué, édifié sur une parcelle d'une superficie totale de 7a 69ca cadastré section BO n°83 et 605.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54/57-052 en date du 21 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de la RN52, sens Longwy-Metz, entre les PR 3+000 et 0+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature DCTAJ N° 2012-A-85 du 25 juin 2012, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/57-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 06/06/2013 présenté par le District de Metz ;

VU l'avis du Conseil Général 54 en date du 07 juin 2013 ;

VU l'avis du Conseil Général 57 en date du 13 juin 2013 ;

VU l'avis du CISGT «Myrabel» en date du 11/06/13 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du District de Metz en date du 06/06/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRÊTÉ

Article 1er : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2013-DIR-EST-M-54/57-046 du 14 juin 2013.

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 3+000 à 0+000	
SENS	Longwy ==> Metz (sens 2)	
SECTION	Section courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement entre les PR 3+000 et PR 0+000	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 17 juin au vendredi 26 juin 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement total 1+1 et 0 du sens Longwy-Metz (sens 2) sur le sens Metz-Longwy (sens 1) ; Fermeture des échangeurs de Crusnes et Aumetz dans le sens Longwy-Metz ; Neutralisation de la voie de droite du sens Longwy-Metz ;	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Montagne	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 17 juin 2013 à 9h00 au vendredi 21 juin 2013 à 15h00	RN52 Sens Longwy-Metz AK5 au PR 5+000 A30 Sens Metz-Longwy AK5 au PR 22+960	Basculement total 1+1 et 0 du sens Longwy-Metz sur le sens Metz-Longwy, conformément aux schémas CF114a et CF122b, entre les ITPC du PR 3+280 sur RN52 au PR 24+270 sur A30. Fermeture des bretelles d'accès et de sorties des échangeurs de Crusnes et Aumetz. Neutralisation de la voie de gauche	RN52 Sens Longwy-Metz - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens) - Interdiction de dépasser pour tous véhicules. Déviations : Les usagers circulant sur la RN52 en direction de Metz désirant emprunter les sorties des échangeurs de Crusnes ou Aumetz continueront sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de d'Havange où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Longwy et retrouver les sorties de Aumetz et Crusnes. Les usagers en provenance de Crusnes désirant emprunter la RN52 en direction de Metz seront déviés par la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Bréchain-la-Ville où ils feront demi-tour pour retrouver la direction de Metz. Les usagers en provenance d'Aumetz ou Beuvillers désirant emprunter l'A30 en direction de Metz seront déviés par l'A30 et la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Bréchain-la-Ville où ils feront demi-tour pour retrouver la direction de Metz. A30 Sens Metz-Longwy - Limitation de la vitesse à 70 km/h - Interdiction de dépasser pour tous véhicules.
2	Du vendredi 21 juin 2013 à 15h00 au mercredi 26 juin 2013 à 15h00	RN52 Sens Longwy-Metz AK5 au PR 4+010	Neutralisation de la voie de droite	RN52 Sens Longwy-Metz - Limitation de la vitesse à 90 km/h - Interdiction de dépasser pour tous véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Aumetz et Crusnes ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le secrétaire général de la préfecture de Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de la Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Aumetz et Crusnes.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de la Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de l'hôpital de METZ responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 21 juin 2013

Les Préfets,
Pour les Préfets et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements médico-sociaux

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0573 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de BRIEY-PIENNES - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N°54 000 439 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

D E C I D E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail l'E.S.A.T de Briey/Piennes, N° FINESS 54 000 439 7, s'élève à : **2 153 049,32 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Briey-Piennes, N° FINESS 54 000 439 7, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	585 429,72	2 280 404,32
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 384 477,45	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	299 622,15	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	10 875,00	

RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	2 153 049,32	2 280 404,32
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	127 355,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **179 420,78 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 178 550,36 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, C0 50015 - 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Briey-Piennes, N° FINESS 54 000 439 7.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0574 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) «André Lanciot» de HEILLECOURT-LUDRES - 54182 HEILLECOURT Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N°54 000 440 5

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T « André Lanciot » d'Heillecourt/Ludres, N° FINESS 54 000 440 5, s'élève à : **3 603 980,45 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T "André Lanciot" d'Heillecourt/Ludres, N°FINESS 54 000 440 5, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	669 979,00	3 820 909,45
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 644 091,06	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	467 886,36	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	38 953,12	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	3 603 980,45	3 820 909,45
	- dont CNR	215 819,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	1 110,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **300 331,70 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 297 085,61 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 – 54035 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT d'Heillecourt, N° FINESS 54 000 440 5.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,

Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

**Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0575 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de LIVERDUN/PONT-À-MOUSSON - 54715 LUDRES CEDEX géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N°54 000 441 3**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Liverdun/Pont-à-Mousson – FINESS N° 54 000 441 3, s'élève à : **3 293 560,52 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Liverdun/Pont-à-Mousson - FINESS N° 54 000 441 3, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	786 058,34	3 492 633,37
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 105 046,95	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	380 547,24	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	220 980,85	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	3 293 560,52	3 492 633,37
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	199 072,85	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **291 052,78 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 256 048,31 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 – 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Liverdun/Pont-à-Mousson, N°FINESS 54 000 441 3.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

**Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0576 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT - 54302 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N° 54 000 525 3**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Lunéville /Saint Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3, s'élève à : **2 690 223,04 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T de Lunéville / Saint Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 5 25 3, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	749 304,99	2 845 292,78
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 707 311,97	
	- dont CNR	0,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	288 228,06	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	100 447,76	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	2 690 223,04	2 845 292,78
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	155 069,74	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **237 107,73 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 215 814,61 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Lunéville / Saint Nicolas de Port, N° FINESS 54 000 525 3.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0577 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de VILLERS-LA-MONTAGNE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N°54 000 471 0

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0, s'élève à : **2 212 222,80 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	445 673,63	2 353 767,30
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 600 875,53	
	- dont CNR	0,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	268 435,18	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	38 953,12	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	2 212 222,80	2 353 767,30
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	141 544,50	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **184 351,90 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 181 105,81 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 -54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association AEIM pour l'ESAT de Villers-la-Montagne, N° FINESS 54 000 471 0.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0578 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) d'ALLAMPS - 54112 ALLAMPS géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N°54 001 327 3

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T d'Allamps, N° FINESS 54 001 327 3, s'élève à : **781 584,71 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T d'Allamps, N° FINESS 54 001 327 3, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	223 097,00	867 585,13
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	571 788,13	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	72 700,00	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	0,00	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	781 584,71	867 585,13
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	86 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,42	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **65 132,06 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est porté à : 65 132,09 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au GIP « Handicap et Insertion » pour l'ESAT d'Allamps, n° FINESS 54 001 327 3.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0579 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) "La Ferme de la Faisanderie" - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à BAINVILLE-SUR-MADON dont la tarification relève de la compétence de l'Etat FINESS N°54 001 532 8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T « la Ferme de la Faisanderie » de Bainville-sur-Madon, N° FINESS 54 001 532 8, s'élève à : **356 826,24 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T « la Ferme de la Faisanderie » de Bainville-sur-Madon, N° FINESS 54 001 532 8, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 690,57	369 826,24
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	277 538,31	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	75 597,96	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	0,00	

RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	356 826,24	369 826,24
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	13 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **29 753,52 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 29 753,52 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 – 54015 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association « la Ferme de la Faisanderie » pour l'ESAT de Bainville-sur-Madon, N° FINESS 54 001 532 8. Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision modificative ARS-DT 54 n° 2013-0580 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) pour déficients visuels "les Ateliers du Haut-des-Vannes" - 54460 LIVERDUN géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat

FINESS N°54 001 297 8

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8, s'élève à : **541 297,12 €**.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	72 000,00	545 297,12
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	435 955,76	
	- dont CNR	0,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 500,00	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	12 841,36	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	541 297,12	547 297,12
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **45 108,09 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014 le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 44 037,98 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficiants Visuels de Nancy pour l'ESAT « Les Ateliers du Haut-des-Vannes », N° FINESS 54 001 297 8.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

**Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0581 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N° : 54 000 829 9**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9, s'élève à : **311 142,44 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T de Ludres, N° FINESS N° 54 000 829 9 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 353,59	332 466,44
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	253 540,05	
	- dont CNR	0,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 118,51	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	4 454,29	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	311 142,44	332 466,44
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	17 900,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	3 424,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **25 928,54 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 25 557,35 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association des Paralysés de France pour l'ESAT de Ludres, N° FINESS 54 000 829 9.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0582 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » - 54320 MAXEVILLE géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat FINESS N°54 001 126 9

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

DECIDE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9, s'élève à : **500 760,00 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 920,00	500 760,00
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	406 875,00	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	38 965,00	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	0,00	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	500 760,00	500 760,00
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	0,00	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **41 730,00 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est maintenu à : 41 730,00 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis, cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 – 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'O.H.S pour l'ESAT « Le Fin Palais », N° FINESS 54 001 126 9.

Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Extrait de la décision ARS-DT 54 n° 2013-0583 du 25 juin 2013 portant fixation de la dotation globale de financement pour l'année 2013 - L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) de ROSIÈRES-AUX-SALINES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'Etat
FINESS N° : 54 001 279 6

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

D E C I D E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2013, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6, s'élève à : 2 184 878,74 €

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	654 019,73	2 347 902,21
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 499 260,76	
	- dont CNR	0 ,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	194 621,72	
	- dont CNR	0,00	
	Reprise de déficits	0,00	
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	2 184 878,74	2 347 902,21
	- dont CNR	0,00	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Reprise d'excédents	163 023,47	

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **182 073,23 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'agence de service et de paiement.

A compter du 1^{er} janvier 2014, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est porté à : 196 658,52 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue du Haut-Bourgeois, CO 50015 - 54035 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.314-36-III du CASF, le ou les tarifs fixés à l'article 1 de la présente décision seront publiés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Etablissement Public Départemental pour l'ESAT de Rosières-aux-Salines, N° FINESS 54 001 279 6.
Nancy, le 25 juin 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Etablissements de santé

Arrêté n° 2013-590 en date du 17 juin 2013 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6162-7, L. 6162-8, D. 6162-1 à D. 6162-7 ;

VU le décret n° 2006-261 du 3 mars 2006, relatif aux Conseils d'Administration des Centres de Lutte contre le Cancer ;

VU le remplacement de Monsieur SANGIER par Monsieur ATTENONT en tant que représentant du Conseil Economique et Social Régional ;

VU le remplacement de Madame KHATLA par Madame DIDIO en tant que représentante non cadre du Comité d'Entreprise ;

CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 14 juin 2013 ;
SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration de l'Institut de Cancérologie de Lorraine est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
 - Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
 - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy.
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
 - Monsieur Bernard DUPONT, Directeur Général du CHU de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
 - Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS.
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
 - Monsieur Hubert ATTENONT, Vice-Président du Conseil Economique et Social et Environnement de Lorraine.
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
 - Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement,
 - Monsieur le Docteur Olivier RANGEARD, représentant la Commission Médicale d'Etablissement,
 - Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise,
 - Madame Annick DIDIO, représentante du Comité d'Entreprise.
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
 - Monsieur Didier SARTELET, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle,
 - Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine,
 - Monsieur le Docteur Jean-Paul SCHLITTER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins.
- 8) Deux représentants des usagers :
 - Monsieur Bernard CREHANGE, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer,
 - Monsieur le Docteur Roger SAFFROY.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS n° 2013-0292 du 8 avril 2013.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie et le Directeur Général de l'Institut de Cancérologie de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juin 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0593 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 165 022 € soit :

1) 3 122 807 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 775 222 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

95 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

26 110 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

319 769 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 611 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 14 254 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 8 029 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 19 932 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

19 932 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0594 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par le centre hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 709 913 € soit :

- 1) 1 657 556 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 448 992 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 26 020 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 019 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 178 482 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 043 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 21 353 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 31 004 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0595 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013, par le centre hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 793 783 € soit :

- 1) 1 746 834 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 559 257 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 149 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 407 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 156 642 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 379 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 28 683 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 18 266 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0596 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par le centre hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 622 407 € soit :

- 1) 620 636 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

563 104 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

13 994 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

43 216 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

322 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 771 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0597 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par le centre hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 861 212 € soit :

- 1) 2 783 895 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 446 556 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 46 890 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 5 572 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 280 699 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 178 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 49 856 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 27 461 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0598 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par le centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 116 035 € soit :

1) 116 035 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

116 035 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0599 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par l'hôpital de JOEUF ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 271 945 € soit :

- 1) 271 945 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 172 397 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 98 573 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 975 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0600 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 544 127 € soit :

- 1) 26 307 561 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 189 644 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 87 970 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 952 737 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 6 609 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 285 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 70 316 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)
- 2) 2 104 471 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 1 036 464 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 95 631 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 92 675 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 2 956 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0601 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013, par l'Institut de Cancérologie de LORRAINE Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 806 063 € soit :

1) 3 298 246 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 945 581 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

351 127 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 538 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 501 083 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 897 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 837 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

837 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Institut de Cancérologie de LORRAINE Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le délégué territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0602 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par l'hôpital de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 75 342 € soit :

1) 75 342 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

75 342 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'hôpital de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0603 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013 par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 200 129 € soit :

1) 199 923 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

199 091 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

832 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 206 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0604 du 18 juin 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 640 483 € soit :

- 1) 2 388 445 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 177 272 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 207 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
202 397 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
569 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 6 892 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 245 146 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2013-0583 du 13 juin 2013 relatif à la modification de l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de LUNEVILLE - PONT-A-MOUSSEON - TOUL, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de NANCY et du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 54002259.7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141- 7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-5, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté du 3 juin 2002 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/ 417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée le 28 mai 2013 par le centre hospitalier de Lunéville membre du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à lui confier les opérations de stérilisation de ses dispositifs médicaux ;

CONSIDÉRANT

La convention de prise en charge inter-établissements relative à la prestation de stérilisation des dispositifs médicaux établie entre le centre hospitalier de Lunéville et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, signée le 30 mai 2013, définissant leurs engagements et responsabilités respectifs ;

CONSIDÉRANT

Les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 12 juin 2013 ;

ARRETE

Article 1er : L'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr est autorisée à prendre en charge l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Hospitalier de Lunéville à compter du 13 juin 2013.

A cette date, l'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr est également autorisée à prendre en charge l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte :

- du CHU de Nancy – Hôpital Central (hormis les étapes de nettoyage et de conditionnement réalisées sur les sites bloc ORL, maxillo-facial et au sein du service d'odontologie Heydenreich),
- de la Maternité Régionale A.PINARD,
- du Centre Hospitalier de Toul,
- du Centre Hospitalier de Lunéville.

Article 2 : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H.,
- Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Arrêté ARS n° 2013-0589 du 14 juin 2013 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Lunéville (54300)

N° FINESSE ENTITE JURIDIQUE 540000080

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 5126-2, R. 5126-5, R. 6111-18 à 21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU la licence n°149 accordée par le Préfet de Meurthe et Moselle à l'Hôpital de Lunéville pour la création d'une pharmacie à usage intérieur en date du 24 décembre 1946 ;

VU l'arrêté ARS n°2010-112 du 24 juin 2010 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du centre hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges en vue de l'autoriser à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du centre hospitalier de Lunéville ;

VU l'arrêté ARS n°2011/417 du 26 octobre 2011 autorisant le Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à créer une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée le 28 mai 2013 par le centre hospitalier de Lunéville suite à son adhésion au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à ne conserver que les activités de prélavage des dispositifs médicaux ;

La convention de prestation entre le centre hospitalier de Lunéville et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy définissant leurs engagements respectifs, signée le 30 mai 2013 ;

CONSIDÉRANT

Les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 12 juin 2013 ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de Lunéville à stériliser les dispositifs médicaux est modifiée comme suit à compter du 13 juin 2013 :

- Le Centre Hospitalier de Lunéville assure les opérations de prédésinfection des dispositifs médicaux ;
- Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dites sont confiées à l'unité de stérilisation STERILORR du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

Article 2 : L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 3 : L'arrêté ARS n°2010-112 du 24 juin 2010 est abrogé.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur du centre hospitalier de Lunéville et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
 - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H.,
 - Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville - Pont-à-Mousson - Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,
- et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Récépissé de déclaration du 31 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/751343583 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association intermédiaire INES Interm'Services à LUNEVILLE (54300)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 2 avril 2013 par l'association intermédiaire INES Interm'Services, sise au bâtiment Mars 4 rue Florent Schmitt à Lunéville (54300).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association intermédiaire INES Interm'Services, sous le n° SAP/751343583.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prêt de main d'œuvre autorisé (prestataire).

Les activités déclarées par l'association intermédiaire INES Interm'Services sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
 - Petits travaux de jardinage ;
 - Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
 - Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
 - Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
 - Livraison de courses à domicile ;
 - Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.
- Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision du 31 mai 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne - Association intermédiaire INES Interm'Services à LUNEVILLE (54300)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
VU le transfert le 1er avril 2012 à l'association intermédiaire INES Interm'Services, de l'activité Services à la Personne de l'association

intermédiaire INES, sise au bâtiment Mars 4 rue Florent Schmitt à Lunéville (54300), enregistrée le 16 décembre 2011 sous le n° SAP/378413413,

VU le courrier du directeur d'INES du 2 avril 2013 demandant à ce que celle-ci ne soit plus enregistrée en tant qu'organisme de services à la personne, Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'association intermédiaire INES, sise au bâtiment Mars 4 rue Florent Schmitt à Lunéville, enregistrée le 21 décembre 2011 sous le n° SAP/378413413.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 31 mai 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792207532 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association locale ADMR des 3 vallées à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral SAP/792207532 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant agrément de l'association locale ADMR des 3 vallées,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 6 mai 2013 par l'association locale ADMR des 3 vallées, sise 10 place de Verdun à Pagny-sur-Moselle (54530).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association locale ADMR des 3 vallées, sous le n° SAP/792207532,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association locale ADMR des 3 vallées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille - Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er juin 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 31 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Arrêté SAP/792207532 du 31 mai 2013 portant agrément d'un organisme de services à la personne - Association locale ADMR des 3 vallées à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,
VU la demande d'agrément de l'association locale ADMR des 3 vallées, sise 10 place de Verdun à Pagny-sur-Moselle (54530), reçue le 6 mai 2013,
VU la saisine de la mission de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 4 novembre 2011,
VU l'avis favorable émis le 28 mai 2013 par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités d'aide à domicile aux personnes âgées et aux personnes adultes handicapées,
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'association locale ADMR des 3 vallées, sise 10 place de Verdun à Pagny-sur-Moselle, est agréé pour une durée de cinq ans à compter du 1er juin 2013.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'association locale ADMR des 3 vallées est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire et mandataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association locale ADMR des 3 vallées envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté SAP/504127093 du 31 mai 2013 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne - SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services) à ESSEY-LES-NANCY (54270)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,
VU l'agrément qualité n° N/180408/F/054/Q/017 délivré le 18 avril 2008 et modifié le 19 avril 2010 à la SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services), sise 23 avenue Foch à Essey-lès-Nancy (54270),
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 15 mai 2013,
VU le certificat QUALISAP n°6009867-2 du 1er décembre 2011,
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : La SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile, sise 23 avenue Foch à Essey-lès-Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 18 avril 2013.

La prochaine demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : La SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile, est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins.

Mode d'intervention : prestataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 3 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/792563991 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Association COOP SAPLOR à MAXÉVILLE (54320)

Références :

- VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
- VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
- VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
- VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
- VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
- VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
- VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
- Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 avril 2013 par l'association COOP SAPLOR, sise site Saint Jacques II 5 rue Alfred Kastler à Maxéville (54320).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association COOP SAPLOR, sous le n° SAP/792563991.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'association COOP SAPLOR sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage ;
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Cours particuliers à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Télé-assistance et visio-assistance.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 03 juin 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 3 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 12 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/504127093 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services) à ESSEY-LES-NANCY (54270)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15 mai 2013 par la SARL 3AD Aide et Assistance pour l'Autonomie à Domicile (réseau All Services), sise 23 avenue Foch à Essey-lès-Nancy (54270).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL 3AD, sous le n° SAP/504127093.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL 3AD sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 18 avril 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 12 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision d'agrément (renouvellement) du 14 juin 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCIC PAYSAN BIO LORRAIN à LAXOU (54520)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 7 mai 2013 présentée par Monsieur Fabrice LECERF – gérant de la SCIC PAYSAN BIO LORRAIN – Boulevard de l'Europe – espace Picardie – entrée 1 – Les Provinces – 54520 LAXOU ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : La SCIC PAYSAN BIO LORRAIN - Boulevard de l'Europe – Espace Picardie entrée 1 – Les Provinces - 54520 LAXOU

SIRET 452 074 750 000 20 code APE 4639B

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 14 mai 2013 jusqu'au 13 mai 2018.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 17 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499986271 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - EURL Blue teacher (Zen Micro) à SAULXURES-LES-NANCY (54420)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/10/2012 par l'EURL Blue teacher (Zen Micro), sise 1 clos des saules à SAULXURES-LES-NANCY (54420).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL Blue teacher, sous le n° SAP/499986271.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées de l'EURL Blue teacher sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et Internet à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26 octobre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 17 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 17 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/484676622 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle VIEIRA Christophe (Atouts Réussir) à VANDŒUVRE-LES-NANCY (54500)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 18/02/2013 par l'entreprise individuelle VIEIRA Christophe (Atouts Réussir), sise au hameau du saule N 9, 4 rue du général Frère à VANDŒUVRE-LES-NANCY (54500).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI VIEIRA Christophe, sous le n° SAP/484676622.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées de l'EI VIEIRA Christophe sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Cours particuliers à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Assistance informatique et Internet à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 25 mars 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 17 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 18 juin 2013 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/793284126 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail - Entreprise individuelle BANZET Aurélien, auto-entrepreneur, à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410)

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 03/06/2013 par l'entreprise individuelle BANZET Aurélien, auto-entrepreneur, sise 6 rue des Ardennes à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (54410).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de BANZET Aurélien, sous le n° SAP/793284126.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI BANZET Aurélien sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 18 juin 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 18 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 21 juin 2013 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association AMITIES TSIGANES à NANCY (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 12 juin 2013 présentée par Madame GILLE Marguerite – Présidente de l'association AMITIES TSIGANES – Centre « Les Tamaris » BP 2019 – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association AMITIES TSIGANES - Centre « Les Tamaris » BP 2019 – 54000 NANCY

SIRET 329 287 312 000 14 code APE 8899B

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

POLE C - SERVICE METROLOGIE

Décision n° 13.16.400.001.1 du 26 juin 2013 portant renouvellement de la décision n° 09.16.482.001.1 du 1er mai 2009

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;
 VU l'arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n°2001-387 du 3 mai 2001 susvisé ;
 VU l'arrêté du 28 juin 2002 fixant certaines modalités du contrôle métrologique des ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 2 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 10/2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine ;
 VU la décision du 9 février 2005 attribuant la marque d'identification AU54 à la société MESTROLE ;
 VU la décision n°09.16.482.001.1 du 1er mai 2009 modifiée portant agrément de la société MESTROLE pour la vérification périodique des ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau ;
 CONSIDÉRANT l'attestation d'accréditation n°2-1893 du COFRAC prenant effet le 22 mars 2013 ;
 CONSIDÉRANT les conclusions de la visite du 29 mai 2013 conduite par la DIRECCTE Lorraine ;
 CONSIDÉRANT la demande en date du 29 mai 2013 de la société MESTROLE SAS, sollicitant le renouvellement de son agrément, complétée en dernier lieu le 21 juin 2013 ;
 SUR proposition de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

D E C I D E

Article 1er : La société MESTROLE SAS - Rue Gustave Eiffel - BP 94 - ZI Jarny Giraumont - 54803 JARNY CEDEX est agréée pour effectuer la vérification périodique des ensembles de mesurage de liquides autres que l'eau couverts par l'accréditation délivrée par le COFRAC.

Article 2 : La présente décision est valide à compter du 1er mai 2013 et jusqu'au 1er mai 2017. Elle peut être suspendue ou retirée à tout moment en cas de dysfonctionnement grave ou de manquement de la société à ses obligations réglementaires.

Article 3 : La présente décision vaut pour l'ensemble du territoire national sous réserve du respect des exigences réglementaires, notamment celles de l'article 40 de l'arrêté du 31 décembre 2001 précité.

Article 4 : Au moins trois mois avant la date d'échéance de la présente décision la société MESTROLE devra adresser sa demande de renouvellement d'agrément à l'autorité locale en charge de la métrologie légale.

Article 5 : La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans les deux mois à partir de la notification ou de sa publication.

Metz le 26 juin 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Le responsable du pôle concurrence, consommation,
 répression des fraudes et métrologie
 Christian JEANNOT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts - Situation au 1er juillet 2013

Nom-Prénom	Responsable des services
THIL François KIRSCH Gérard RIBAGNAC Michel DELARUE Denis	<i>Services des Impôts des Entreprises</i> Nancy Nord Est Nancy Nord Ouest Nancy Sud Est Vandoeuvre
GRANIE Eliane ROUILLON Jean-Pierre BERNIER Véronique STREBLER Claire	<i>Service des Impôts des Particuliers</i> Nancy Nord Est Nancy Nord Ouest Nancy Sud EST Vandoeuvre
BOUCHER Jean-Pascal LAUER Jean-Paul GIURIANI Roselyne ROUILLON Marie-Pierre POETTE Philippe	<i>Service des Impôts des Particuliers</i> <i>Service des Impôts des Entreprises</i> Briey Longwy Lunéville Pont-à-Mousson Toul
PARDAL Flore Bella METTAVANT Joël LACK Françoise MARTIN Angélique TOSI Michel DEFAUT Emmanuelle SCHMITT Christian ROY Jean-Pierre POLISZCZUK Catherine BARDEAU Paul	<i>Trésoreries</i> Baccarat Badonviller Blainville Bayon Blâmont Cirey Einville-au-Jard Essey les Nancy- Amendes Haroué Vézelize Maxéville Neuves-Maisons Nomeny Saint-Nicolas de Port
DIGUIO Marcel PIERRE Martine HERBOURG Philippe RUETSCH Jean-Marie	<i>Services de publicité foncière</i> Briey Lunéville Nancy Toul

MALGRAS Lionel BARBIER Nicolas	<i>Brigades Départementales de vérifications</i> 1 ^{ère} Brigade Départementale de vérifications 2 ^{ème} Brigade Départementale de vérifications
ORY Catherine	Brigade de Contrôle et de Recherche Nancy
HEINTZ Alexis	Pôle de Contrôle et d'Expertise Nancy Nord Est- Nancy Nord Ouest Réseau de la Fiscalité Patrimoniale
CAVALLI Gérald	Pôle de Recouvrement Spécialisé
DURAND Philippe	<i>Centre des Impôts fonciers</i> CDIF Nancy- PTGC- PELP

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté N° 2013/DDT/SG/010 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le Directeur départemental des territoires, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
 VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
 VU le décret n°90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;
 VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
 VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n°2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;
 VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;
 VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :
 - du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
 - du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
 - du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
 - du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
 - du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,
 - du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;
 VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
 VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 4 octobre 2011, nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.20 du 27 octobre 2011, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
 VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :
 - * l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
 - * l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint,
 - * la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté ;
- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :
 - * la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,
 - * la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;

- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
 - Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, chargé du service "Habitat et Constructions Durables"
 - Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
 à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences ;
 En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, chef de service adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
 - Madame Myriam MATHIS, adjointe à la responsable du service "aménagement durable, urbanisme, risques" ;
 - Monsieur Mickaël VILLEMIN, adjoint à la responsable du service "Habitat et Constructions Durables" ;
 - Madame Emmanuelle PORTEMER, adjointe au responsable du service "Environnement, eau, biodiversité" ;
 - Madame Esther DEMEY, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité" ;
 - Madame Nicole SIEFFER, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité" ;

à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, dans la limite de 10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de mission « modernisation - communication » ;
 - Madame Audrey DONNOT, chargée, par intérim, de l'unité « moyens généraux ».

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000€	Commandes de fournitures
Chantal ROLIN	Pas de limite	Bons de transport
Olivier DINEE	1 500€	Commandes informatiques
Daniel LINDINI	1 500€	Commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 200€	Commandes dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 200€	Dépenses du cabinet médical

Article 7 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2012/DDT/SG/009 du 21 septembre 2012 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur départemental des territoires,
 Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 2013/DDT/SG/012 du 28 mai 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur départemental des territoires, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles, et nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.43 du 13 septembre 2012, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEGHIN, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des numéros A1 a14 et A1 a30 ;

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;
Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- 201 à 306 ;
Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, chargée du service "Habitat et Constructions Durables" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A4 a1 à A4 a6, A4 b2 à A4 b22 ;
Madame Emmanuelle PORTEMER, adjointe au chargé du service "Environnement, eau, biodiversité" pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité : A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- 201 à 306 ;
Madame Esther DEMEY, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A2 a1 à A2 a4 ;
- A5 i1 à A5 i6 ;
- A6 a1 à A6 a5 ;
Madame Nicole SIEFFER, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c4 ; A2 c6 ;
Monsieur Francis MALLET, chef de service adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A4 c1 ;
- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;
Madame Myriam MATHIS, adjointe au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A4 c1 ;
- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;
Monsieur Mickaël VILLEMIN, adjoint au responsable du service « Habitat et Constructions Durables » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A4 a1 à A4 a5, A4 b2 à A4 b22 ;
Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Alain BARLIER, Jacky BRAZZALE, Brigitte BOULANGER, Carole DAVRAINVILLE, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Didier GALOIS, Patrick GARASSIEU, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Anne GUIRLINGER, Christelle HURNI, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Christian NICOLLET, Georges PESCE, Danielle REGARD, Rodolphe SAVOY, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Patrick VIARD, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
Mesdames et Messieurs Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;
- A5 b4, A5 b5 ;
- A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;
Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, David GRANDIDIER, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Nelly DELON, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- A5 b4, A5 b5 ;
Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de mission "Réglementation, contentieux et affaires juridiques" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A4 a2, A4 a4, A4 b2, A4 b4 ;
Monsieur Vincent THIRIET, chargé de l'unité "Programme de Rénovation Urbaine" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A4 b19 ;
Monsieur François HUPPERT, adjoint au chef de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- A4 a2, A4 b2 ;
Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;
- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;
- A6 a2 à A6 a5 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de mission « ingénierie, gestion de crise », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité et qualité de l'air », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « coordination et sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A6 a1 ;

Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « ressources humaines » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a0 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 à A1 a21, A1 a26 ;

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

- par Madame Marie-Claude GIROT ;

en remplacement des adjoints au chef du service "transports, sécurité" :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, Emmanuel PETITJEAN, Myriam MATHIS, Mickaël VILLEMIN, Emmanuelle PORTEMER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

en remplacement de Monsieur Jean-Luc JANEL ou de Madame Emmanuelle PORTEMER :

- par Madame Dominique GERZAGUET, Madame Carole DAVRAINVILLE, Monsieur Michel TALLET et Monsieur Alain CHAPLIER pour les décisions portant les numéros 201 à 203,

- par Madame Odile MALAISE pour les décisions de l'article 2 de l'arrêté susvisé portant les numéros 302 et 304.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Mesdames et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mickaël VILLEMIN, Myriam MATHIS, Emmanuelle PORTEMER.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 2012/DDT/SG/011 en date du 20 septembre 2012 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 mai 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRÉ

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 285 du 27 juin 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLAMONT - BRAINVILLE et VILLERS-SOUS-PAREID - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3416 bis

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles, L 331-1 à L 331-16, R 312-1, R 313-1 à R 313-12 et R 331-1 à R 331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté en date du 06 mars 2013, autorisant Madame Marie-José POUILLON à ALLAMONT 54800 et en particulier la condition posée d'informer chaque propriétaire de l'intention de solliciter une demande d'autorisation d'exploiter les fonds lui appartenant,

VU le recours gracieux formé le 27 mars 2013 par Madame Maryvonne LAUREAU et Monsieur Gérard SONNET, propriétaires en indivision des parcelles situées :

- territoire de ALLAMONT 54 les parcelles ZB 5 et 31, ZC 28, ZD 29 et 70

- territoire de BRAINVILLE 54 les parcelles ZI 1, 20 et 21

- territoire de VILLERS SOUS PAREID 55 les parcelles A 370, 371 et 372

d'une contenance totale de 25,81 ha et objets, pour partie, de la décision d'autorisation d'exploiter susvisée ; que les requérants soulèvent le fait que seul un des indivisaires, à savoir M. SONNET, a été informé de la demande d'autorisation d'exploiter faite par Madame POUILLON ; que dans ces conditions, la décision d'autorisation d'exploiter méconnaît les dispositions de l'article R.331-4 alinéa 2 et il convient donc de la retirer sur les parcelles litigieuses,

CONSIDERANT que Madame POUILLON a été invitée à présenter ses observations par lettre notifiée le 8 juin 2013 ; que par courrier reçu le 17 juin 2013, elle nous informe que son époux n'a jusqu'à lors payé de fermage qu'à Monsieur SONNET exclusivement ; mais qu'elle ne fournit toutefois pas de preuve établissant qu'elle a bien informé tous les indivisaires de sa demande d'autorisation d'exploiter,

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Article 1er : La demande de recours gracieux formée par Madame Maryvonne LAUREAU et Monsieur Gérard SONNET est acceptée.

Article 2 : L'autorisation susvisée accordée à Madame Marie José POUILLON

- est retirée pour les parcelles situées :

- * territoire de ALLAMONT 54 les parcelles ZB 5 et 31, ZC 28, ZD 29 et 70
- * territoire de BRAINVILLE 54 les parcelles ZI 1, 20 et 21
- * territoire de VILLERS SOUS PAREID 55 les parcelles A 370, 371 et 372

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame Marie José POUILLON, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de BRAINVILLE - ALLAMONT et VILLERS SOUS PAREID pour affichage.

Nancy, le 27 juin 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

TRANSPORTS - SECURITE

Unité bruit, publicité, qualité de l'air

Arrêté n° 2013/DDT/TS/020 du 24 juin 2013 portant délimitation des secteurs éligibles aux subventions accordées par l'État concernant l'isolation acoustique des points noirs du bruit du réseau routier national dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles D.571-53 à 57 relatifs aux subventions accordées par l'État concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux,

VU le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissement,

VU l'arrêté du 30 mai 2000 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'État pour des projets d'investissements,

VU l'arrêté du 3 mai 2002 relatif aux subventions accordées par l'État concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux,

VU la circulaire du 23 mai 2002 relative au financement des opérations d'insonorisation des logements privés et des locaux d'enseignement, de soins, de santé, et d'action sociale,

VU la circulaire du 25 mai 2004 relative au bruit des infrastructures de transports terrestres,

VU la circulaire du 4 mai 2010 relative à la mise en œuvre des dispositions du Grenelle de l'environnement relatives à la résorption des points noirs bruit sur les infrastructures du réseau routier national non concédé et du réseau ferré national ainsi que sur les infrastructures gérées par les collectivités territoriales,

CONSIDERANT que l'article D.571-55 du code de l'environnement précise que, dans le cas où il n'existe pas d'opération programmée d'amélioration de l'habitat engagée ou projetée sur le secteur éligible aux subventions accordées par l'État concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routier et ferroviaire nationaux, le Préfet définit par arrêté les secteurs éligibles, les actions prévues pour l'information et l'assistance des propriétaires concernés, ainsi que les conditions d'attribution de cette subvention,

CONSIDERANT que les études acoustiques de l'observatoire du bruit des transports terrestres de Meurthe-et-Moselle superposé avec les cartes de bruit stratégiques ont défini les secteurs éligibles le long du réseau routier national,

CONSIDERANT que les études acoustiques réalisées en 2012 ont permis d'affiner les secteurs éligibles,

SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Définition des secteurs éligibles

Les secteurs éligibles aux subventions accordées par l'État concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit du réseau routier national, susceptibles de dépasser les valeurs limites définies par l'arrêté du 3 mai 2002 sus-visé soit 70dB(A) de jour et 65dB(A) de nuit sont localisés sur les communes suivantes :

1) Autoroute A4

Commune de Moineville

2) Autoroute A 31

Communes de Lesménil, Atton, Loisy, Belleville, Marbach, Custines, Bouxières-aux-Dames, Frouard, Champigneulle, Maxéville, Laxou, Velaine-en-Haye, Gondreville, Dommartin-les-Toul, Chaudeney-sur-Moselle, Toul

3) Autoroute A 33

Communes de Vandœuvre-les-Nancy, Houdemont, Fléville-devant-Nancy, Ville-en-Vermois, Rosières-aux-Salines

4) Autoroute A 313

Communes de Atton, Pont-à-Mousson

5) Autoroute A 330

Communes de Vandœuvre-les-Nancy, Heillecourt, Houdemont, Ludres, Richardménil, Flavigny-sur-Moselle

6) Route nationale RN 4 secteur Ouest

Communes de Choley-Ménillot, Foug

7) Route nationale RN 4 secteur Est

Communes de Hudiviller, Rehainviller, Moncel-les-Lunéville, Gogney

8) Route nationale RN 52

Communes de Longwy, Cosnes-et-Romain, Réhon, Mexy, Haucourt-Moulaine, Villers-la-Montagne, Tiercelet, Bréchain-la-Ville, Errouville

9) Route nationale RN 57

Commune de Flavigny-sur-Moselle

10) Route nationale RN 59

Commune de Moncel-les-Lunéville, Thiaville-sur-Meurthe

Ces secteurs sont délimités conformément aux plans annexés au présent arrêté.

Article 2 – Information des propriétaires concernés

L'information et l'assistance des propriétaires potentiellement concernés sont intégrées dans la mission globale du bureau d'études mandaté par la DDT, chargé de réaliser les diagnostics, les dossiers techniques et administratifs, la consultation des entreprises, le suivi et la réception des travaux.

La direction départementale des territoires a réalisé une plaquette informative à l'attention des élus et des particuliers concernés. Elle a également animé, à la demande de certains maires, des réunions publiques à l'attention des propriétaires concernés.

Article 3 – Conditions d'attribution de la subvention

Une convention sera signée entre l'État – M. le directeur départemental des territoires et chaque propriétaire concerné.

Elle définira le montant des travaux subventionnés et le taux de subvention applicable, le montant de la subvention et les exigences acoustiques à respecter.

Article 4 – Contrôle

Le bureau d'études assistera les propriétaires pour la réception des travaux et réalisera le contrôle de leur conformité vis-à-vis des exigences réglementaires.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Lorraine, Monsieur le directeur de la société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France et Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Copie du présent arrêté sera adressée pour affichage aux maires des communes concernées.

Nancy, le 24 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES**L'AUTRE CANAL**

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 103 du 5 juin 2013 – Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 3 juin 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 5 juin 2013,

ARRETE

Article 1er : Mme VAILLANT Lila est nommée mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mme VAILLANT Lila est tenue d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 5 juin 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire
Mme VAILLANT Lila

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL
DE ROSIERES AUX SALINES (54110)**

Avis de concours externe sur titres du 26 juin 2013 en vue du recrutement de trois Maîtres Ouvriers au CAPS Carrefour d'Accompagnement Public Social de 54110 ROSIERES-AUX-SALINES (Meurthe-et-Moselle)

Peuvent être admis à concourir les candidats titulaires soit de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes, soit de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités, soit de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter au concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours, soit encore de deux diplômes au moins équivalents figurant sur la liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les dossiers d'inscription devront être adressés dans le délai de deux mois à compter de la date de parution du présent avis au recueil des actes administratifs par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, au Directeur de cet établissement auprès duquel peuvent être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

Rosières-aux-Salines, le 26 juin 2013

